



PLFSS 2023

Le gouvernement balaye l'urgence de nos revendications et accélère le déclin dans les établissements

IL N'Y A RIEN À ATTENDRE DE CE PLFSS QUI ANNONCE D'ORES ET DÉJÀ UNE AGGRAVATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PERSONNELS ET DE LA PRISE EN CHARGE DES USAGERS. PLUS QUE JAMAIS, CE PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT NOUS IMPOSE DE CONTINUER LE COMBAT !

Le PLFSS 2023 n'est pas « un texte de solidarité et de citoyenneté » ! C'est un nouveau projet d'austérité contre notre système de santé et contre les usagers ! C'est une remise en cause des valeurs fondatrices de la sécurité sociale !

Aucune leçon n'a été tirée, que ce soit sur la crise du Covid ou encore celle des services d'urgences, puisque le vocabulaire reste le même qu'il y a 3 ou 4 ans avec la volonté affichée de « renouveler les mesures de pertinence et d'efficacité ».

La proposition de « transfert de charges » de 150 millions de l'assurance maladie vers les complémentaires Santé est dangereuse. C'est à l'opposé d'une sécurité sociale intégrale, cela va créer encore plus d'inégalités entre les usagers. C'est aussi un nouveau recul de l'accès aux soins avec le risque d'une nouvelle augmentation du tarif des dites complémentaires.

Ce projet de loi de financement de la sécurité sociale n'augmente l'ONDAM (hors mesures Covid) que de 4,1%, c'est environ 2 points en dessous de l'inflation ! Pour le médico-social, l'augmentation de l'ONDAM est une nouvelle fois insuffisante, on passe de 14,6 milliards à 15,3. Donc oui, il y aura des plans d'économies !

Au regard des informations en notre possession, l'augmentation de 3,5% du point d'indice des fonctionnaires n'est pas financée par l'État, elle serait alors imputée sur les budgets des établissements. Ce serait une première !

Il nous faut sortir de l'enveloppe fermée du PLFSS et de l'ONDAM et redonner son autonomie à la sécurité sociale. Il faut arrêter de cautionner les injonctions des gouvernements coupables du démantèlement de notre système.

Aujourd'hui encore, tout est organisé pour que les hôpitaux publics se voient contraints de fermer des lits, de refuser des soins, des patient.e.s, ou qu'ils trouvent la porte des urgences fermée....

Parallèlement, toutes les conditions sont mises en place pour que le secteur privé lucratif se développe. Les grands groupes privés lucratifs se positionnent pour faire main basse sur la Santé et le médico-social : le groupe Ramsay, par exemple, met en œuvre une offensive importante pour s'installer dans les déserts médicaux.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un budget qui permette la formation et l'embauche de professionnel.le.s en nombre

et de médecins partout où il y a des besoins, avec des visites à domicile pour les publics qui ne peuvent plus se déplacer !

La fédération CGT Santé et Action Sociale porte un projet cohérent pour que notre système de santé et d'action sociale retrouve une dynamique positive. Nos principales revendications à mettre en place en urgence sont :

- Augmenter significativement les budgets, bien au-dessus du niveau de l'inflation.
- Maintenir les services d'urgences ouverts 24h/24, 365 jours/365 et sans filtrage.
- Rouvrir les lits qui ont été fermés et ouvrir les structures dont nous avons besoin, notamment des centres de santé pluridisciplinaires publics.
- Engager un plan massif pluriannuel de formation et d'embauches dans le secteur sanitaire, social et médico-social.
- Favoriser l'engagement des jeunes et des moins jeunes dans les formations sanitaires et sociales :
 - Développement des financements pour la prise en charge de formation en promotion professionnelle interne sans perte de salaire,
 - Fin de Parcoursup,
 - Généralisation des contrats d'études,
- Améliorer l'attractivité de nos établissements et professions en reconnaissant réellement l'engagement au travail par une revalorisation des salaires, des carrières, la reconnaissance des qualifications et des pénibilités par un départ anticipé à la retraite, ainsi qu'une meilleure reconnaissance du travail de nuit et de week-end.
- Améliorer les conditions de travail et l'articulation vie au travail/vie personnelle par la mise en œuvre des 32 heures sur 4 jours.
- Développer un plan massif de titularisation des 250 000 contractuel.le.s de la Fonction Publique Hospitalière et des médecins PADHUE.
- Réintégrer les personnels suspendus.